

Juin 2020

Tendances récentes : L'Afrique subsaharienne a été ravagée par la pandémie de Covid-19 et l'activité économique s'est effondrée au premier semestre de cette année. La pandémie a détruit de nombreuses vies humaines et causé une crise économique sans précédent dans la région. L'Afrique subsaharienne a subi le contrecoup de la pandémie chez ses principaux partenaires commerciaux, de la perturbation des voyages internationaux et des chaînes d'approvisionnement, et de l'effondrement des prix des produits de base, notamment le pétrole et les métaux industriels. Ces chocs ont exacerbé l'aversion des investisseurs pour le risque et entraîné des sorties de capitaux sans précédent.

Au Nigéria et en Afrique du Sud, l'activité économique s'est effondrée au premier semestre de l'année. Plusieurs pays exportateurs de matières premières industrielles, comme l'Angola, la République démocratique du Congo et le Ghana, ont dû faire face à un fléchissement de la demande extérieure et une baisse des prix du pétrole et des métaux, parallèlement à des perturbations internes. Les pays exportateurs de produits agricoles, comme la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et le Kenya, ont été touchés par l'effondrement de la demande et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. La réduction des voyages internationaux entraînée par la pandémie a porté un dur coup aux pays fortement tributaires des voyages et du tourisme, comme Cabo Verde, l'Éthiopie, Maurice et les Seychelles.

La dépréciation des monnaies nationales et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont poussé l'inflation à la hausse dans la région. De nombreux pays ont annoncé des mesures de soutien budgétaire, mais dans bien des cas elles consistent à remanier les budgets existants pour faire face aux nouvelles contraintes. Les institutions internationales ont demandé aux créanciers bilatéraux de suspendre le remboursement de certaines dettes.

Perspectives : L'activité économique de la région devrait se contracter de 2,8 % en 2020, repli le plus fort jamais enregistré. On s'attend à une baisse encore plus importante du PIB par habitant, ce qui risque de faire retomber des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. La croissance pourrait reprendre en 2021 et atteindre 3,1 % si la pandémie recule au deuxième semestre de cette année, si les foyers d'infection suivent la même tendance au niveau des pays et si la croissance reprend dans les grands partenaires commerciaux. L'Afrique subsaharienne a d'énormes obstacles à surmonter pour maîtriser la pandémie compte tenu de la faible capacité des services de santé, du manque d'accès aux installations sanitaires de base et de la prévalence des activités économiques informelles dans une grande partie de la région.

L'économie nigériane devrait se contracter de 3,2 % cette année en raison de l'effondrement des prix du pétrole, qui représente 80 % des exportations du pays, environ un tiers du crédit bancaire et la moitié des recettes publiques. La production de l'Afrique du Sud devrait accuser une baisse de 7,1 % cette année - contraction la plus forte depuis un siècle - du fait que les rigoureuses mais nécessaires mesures de confinement mises en place ont réduit l'activité économique.

L'activité économique des pays importateurs de produits de base devrait ralentir cette année malgré la baisse des prix du pétrole, le nombre de touristes étant limité par les restrictions imposées aux voyages internationaux. Le PIB des pays exportateurs de matières premières industrielles devrait également diminuer en 2020 du fait que les perturbations intérieures sont exacerbées par la faiblesse des prix du pétrole et des métaux. Les pays exportateurs de produits agricoles verront également leur activité économique s'effondrer cette année bien qu'ils soient relativement protégés contre la baisse des prix des produits de base parce que les investissements étrangers directs et le resserrement des conditions financières retardent l'investissement.

Risques : Les risques restent fortement orientés à la baisse. Si la pandémie se poursuit et s'aggrave, la région tombera dans une récession encore plus profonde, avec des effets dévastateurs sur la santé et le bien-être de ses habitants. Les incidences de la pandémie vont sensiblement accroître la vulnérabilité de la région au surendettement, et ces pressions seront exacerbées par la nécessité d'emprunter pour financer des déficits budgétaires plus importants. Le grave manque de ressources publiques pourrait entraîner une réduction des services publics essentiels pendant la pandémie et réduire encore l'activité économique.

On craint de plus en plus que la pandémie fragilise la sécurité alimentaire dans la région, la fermeture des frontières et les restrictions commerciales ayant perturbé le commerce des produits alimentaires et agricoles. Le grand nombre de personnes déplacées dans la région pourrait compliquer les mesures prises pour enrayer la propagation du coronavirus. En outre, les efforts de maintien de la paix passent au second plan derrière la lutte contre la pandémie, ce qui accroît le risque de troubles sociaux. La montée du chômage, la baisse des revenus et d'éventuelles pénuries de produits essentiels pourraient être une source d'instabilité et peser sur l'activité économique longtemps après la fin de la pandémie.

[Télécharger le rapport](#)

Prévisions pour les pays d'Afrique subsaharienne

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019e	2020f	2021f
PIB aux prix du marché (USD 2010)					
Angola	-0.1	-2.0	-0.9	-4.0	3.1
Bénin	5.8	6.7	6.9	3.2	6.0
Botswana	2.9	4.5	3.5	-9.1	4.2
Burkina Faso	6.3	6.8	5.7	2.0	5.8
Burundi	0.5	1.6	1.8	1.0	2.3
République centrafricaine	4.5	3.7	3.1	0.8	3.5
Cabo Verde	3.7	5.1	5.5	-5.5	5.0
Cameroun	3.5	4.1	3.9	-0.2	3.4
Tchad	-3.0	2.6	3.2	-0.2	4.7
Comores	3.8	3.4	1.9	-1.4	3.2
Congo (Rép. dém. du)	3.7	5.8	4.4	-2.2	3.5
Congo (Rép. du)	-1.8	1.6	-0.9	-6.2	-1.1
Côte d'Ivoire	7.4	6.8	6.9	2.7	8.7
Guinée équatoriale	-4.7	-6.1	-6.2	-8.4	-1.6
Erythrée	-10.0	13.0	3.7	-0.7	5.7
Eswatini	2.0	2.4	1.3	-2.8	2.7
Ethiopie^a	10.0	7.9	9.0	3.2	3.6
Gabon	0.5	0.8	3.3	-3.2	-2.6
Gambie	4.8	6.6	6.0	2.5	6.5
Ghana	8.1	6.3	6.5	1.5	3.4
Guinée	10.3	6.2	5.6	2.1	7.9
Guinée-Bissau	5.9	3.8	4.7	-1.6	3.1
Kenya	4.8	6.3	5.4	1.5	5.2
Lesotho	-0.4	1.5	1.4	-5.1	5.5
Libéria	2.5	1.2	-2.3	-2.6	4.0
Madagascar	3.9	4.6	4.8	-1.2	4.0
Malawi	4.0	3.5	4.4	2.0	3.5
Mali	5.3	4.7	5.1	0.9	4.0
Mauritanie	3.0	3.6	6.3	-2.0	4.2
Maurice	3.8	3.7	3.6	-6.8	6.4
Mozambique	3.7	3.4	2.2	1.3	3.6
Namibie	-0.3	0.7	-1.1	-4.8	3.0
Niger	4.9	6.5	6.3	1.0	8.1
Nigéria	0.8	1.9	2.2	-3.2	1.7
Rwanda	6.1	8.6	9.4	2.0	6.9
São Tomé-et-Príncipe	3.9	2.7	2.4	-9.5	6.1
Sénégal	7.4	6.4	5.3	1.3	4.0
Seychelles	4.3	4.1	3.8	-11.1	6.3
Sierra Leone	3.8	3.5	5.1	-2.3	4.0
Afrique du Sud	1.4	0.8	0.2	-7.1	2.9
Soudan	4.3	-2.3	-2.6	-4.0	0.5
Soudan du Sud	-6.9	-3.5	3.2	-4.3	-23.6
Tanzanie	6.8	5.4	5.8	2.5	5.5
Togo	4.4	4.9	5.3	1.0	4.0
Ouganda^a	3.9	6.2	6.5	3.3	3.7
Zambie	3.4	4.0	1.7	-0.8	2.4
Zimbabwe	4.7	3.5	-8.1	-10.0	2.9

Source : Banque mondiale.

Notes : e = estimation ; f = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent différer de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Chiffres basés sur l'exercice budgétaire.

[Télécharger ces données](#)

Covid-19 : l'action du Groupe de la Banque mondiale

Le [Groupe de la Banque mondiale](#), l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les économies en développement, prend des [mesures rapides et de grande envergure](#) en vue d'aider ces pays à renforcer leur action contre la pandémie. Nous nous attachons à appuyer les interventions de santé publique et à garantir la circulation de fournitures médicales de première nécessité tout en soutenant le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois. Nous prévoyons de déployer jusqu'à 160 milliards de dollars de financements au cours des 15 prochains mois, afin d'aider plus de 100 pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir les entreprises et favoriser le redressement de l'économie. Ce montant comprend 50 milliards de dollars sous forme de nouveaux dons et crédits hautement concessionnels fournis par l'IDA.